MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

Athènes, le 12 janvier 2026

Ambassade de France en Grèce
Service économique régional d'Europe du Sud-Est

GRÈCE

Budget 2026 : la Grèce en tête de la zone euro

La loi de finances pour 2026 a été adoptée par le parlement le 16 décembre (à 159 voix pour et 136 voix contre), cinq jours après l'élection du ministre de l'Économie nationale et des Finances Kiriakos Pierrakakis à la présidence de l'Eurogroupe. Pour ce budget, le gouvernement a bâti son narratif sur le concept "d'optimisme prudent". Le dynamisme de l'économie et la bonne orientation des indicateurs macroéconomiques permettent au gouvernement d'être optimiste. Cela ne l'empêche pas de continuer à être prudent, en livrant un budget qui devrait à nouveau dégager un excédent primaire confortable en 2026, y compris en mettant en oeuvre les mesures de soutien (principalement fiscales) annoncées par le Premier ministre en septembre dernier (1,8 Md EUR). La dette publique devrait poursuivre sa décrue rapide et le pays se constitue des marges de manoeuvre confortables, mais sans effacer les fragilités relatives à l'investissement et aux difficultés des ménages.

La loi de finances pour 2026 est bâtie sur un scénario macroéconomique favorable, conforme à la réalité. Après 2,2 % en 2025, la croissance devrait accélérer à 2,4 % en 2026 – largement au-dessus de la moyenne européenne (+1,2 %) et supérieure à 2 % pour la sixième année consécutive. Malgré l'environnement domestique favorable (augmentation du revenu des ménages avec la baisse du chômage, le ralentissement de l'inflation et la baisse de la fiscalité), la consommation privée devrait encore marquer le pas en 2026 (de +1,9 % en 2025 à +1,7 % en 2026). Le gouvernement compte beaucoup sur l'investissement privé pour dynamiser l'économie (+10,2 %, soit une contribution à la croissance de 1,8 point), en misant sur les financements et les réformes mises en œuvre dans le cadre du Programme national de relance et de résilience (PNRR) qui prendra fin au mois d'août.

La bonne orientation des indicateurs macroéconomiques associée à la prudence du gouvernement (sur le plan des recettes comme des dépenses), permettent à ce dernier de tabler sur un excédent primaire représentant 2,8 % du PIB tout en mettant en œuvre les mesures de soutien annoncées par le Premier ministre en septembre dernier. Les recettes de l'État devraient progresser de 3,8 % par rapport à 2025, pour atteindre 80 Md EUR, soit 31 % du PIB (stable par rapport à 2025). Les taxes sur la consommation représentent plus de la moitié des recettes (41 Md EUR, en particulier la taxe sur la valeur ajoutée pour 29 Md EUR), suivis de l'impôt sur le revenu (34 %) et des fonds européens (14 %). Cela comprend le manque à gagner résultant de la mise en œuvre des mesures fiscales annoncées par le premier ministre au mois de septembre, pour 1,2 Md EUR : **(i)** baisse de deux points des taux d'imposition pour chaque tranche de revenu entre 10 000 et 40 000 EUR et création d'une nouvelle tranche entre 40 000 et 60 000 EUR avec un taux abaissé à 39% (contre 44% auparavant) ; **(ii)** mise en place d'un système visant à alléger la taxation des ménages avec des enfants (baisse de deux points des taux d'imposition par enfant pour les revenus entre 20 000 et 30 000 EUR – jusqu'à une exonération complète pour les familles avec 4 enfants et plus avec un revenu inférieur à 20 000 EUR) ; **(iii)** exonération de l'impôt sur le revenu pour les moins de 25 ans avec un revenu inférieur à 20 000 EUR (pour environ 275 000 jeunes contribuables) ; **(iv)** taux d'imposition réduit à 9% pour la tranche 26-30 ans avec un revenu compris entre 10 000 et 20 000 EUR. S'agissant des dépenses publiques, elles devraient augmenter de 6,5 %, pour atteindre 87 Md EUR, soit 33 % du PIB (également stable par rapport à 2025). Les dépenses de l'État les plus significatives portent sur **(i)** les transferts aux organismes de sécurité sociale pour 22 Md EUR ; **(ii)** l'investissement public pour 20 Md EUR ; **(iii)** la masse salariale pour 16 Md EUR et **(iv)** les dépenses de défense pour 6 Md EUR. Cela comprend les augmentations de salaires résultant des mesures annoncées en septembre : réforme de la paye des forces armées – y compris l'augmentation des bas salaires (190 M EUR) et des forces de l'ordre (130 M EUR). Le coût budgétaire des mesures de soutien atteint 1,8 Md EUR en 2026, soit 0,7 % du PIB. Il sera de 2,4 Md EUR en année pleine en 2027. Les

équilibres du budget sont compatibles avec le plan budgétaire et structurel à moyen terme transmis à Bruxelles – dans la limite d'une augmentation de 5,7 % des dépenses primaires nettes en 2026.

Pour la deuxième année consécutive la dette publique devrait diminuer en terme nominal de 363 Md EUR à 359 Md EUR, soit un ratio d'endettement de 138 % du PIB, son niveau le plus bas depuis 2010. Ce ratio reste parmi les plus élevés de la zone euro, mais pour la sixième année consécutive, il est celui qui diminue le plus rapidement (-8 points en 2026). Dans ce contexte, la Grèce poursuit sa stratégie visant à devenir un des émetteurs souverains les plus performants de la zone euro – ce qui est déjà le cas s'agissant des écarts de taux. Compte tenu du niveau de l'excédent primaire projeté et de la structure actuelle de l'endettement, les besoins de financement seront limités en 2026, estimés aux alentours de 25 Md EUR – même si le gouvernement compte poursuivre sa stratégie de remboursement anticipé des prêts contractés dans le cadre des plans de soutien pendant la crise de la dette (à hauteur de 8,8 Md EUR en 2026). Pour couvrir ces besoins, le plan de financement de l'Etat prévoit des émissions souveraines pour 8 Md EUR, il compte également sur les financements européens hors budget pour 4,2 Md EUR tout en puisant dans ses réserves de trésorerie à hauteur de 11 Md EUR.

Les bons chiffres budgétaires n'effacent pas les fragilités de l'économie grecque, notamment l'écart d'investissement entre la Grèce et ses partenaires européens. L'objectif inscrit par le gouvernement dans le budget de porter le ratio d'investissement à 17,7 % du PIB en 2026 sera difficile à atteindre, alors qu'il n'a pas dépassé 16 % du PIB depuis la fin de la crise sanitaire (à la dernière place au sein de l'UE, alors que la moyenne de la zone euro est supérieure à 22 % du PIB) – après des ratios très faibles tout au long de la crise de la dette (12,4 % du PIB en moyenne sur 2010-2018). En plus du bon ciblage des réformes (transition verte et numérique, renforcement de la compétitivité et des infrastructures, augmentation de la participation au marché du travail, soutien au secteur privé) et l'ampleur des financements du PNRR (à fin 2025, la Grèce avait perçu 23,4 Md EUR, soit 65% des montants alloués, 5^{e} pays européen en termes d'exécution), le gouvernement souhaite mettre en œuvre des mesures pour améliorer le financement de l'économie, diminuer les barrières à l'entrée dans les secteurs des services, améliorer la qualité de la main d'œuvre et le climat des affaires (réforme de la justice, lutte contre la corruption et les lourdeurs administratives).